



## Convention de coordination du déploiement d'un service d'autopartage

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

Vu le code des transports, en particulier les articles L. 1231-1 et L. 1231-17 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, en particulier les articles L. 2122-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la route ;

Vu la délibération du conseil communautaire de XXX en date du XXX approuvant les termes de la convention de coordination ci-jointe et autorisant Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout avenant et document en découlant ;

Vu la délibération du conseil municipal de XXX en date du XXX approuvant les termes de la convention de coordination ci-jointe et autorisant Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout avenant et document en découlant ;

***Entre :***

**La commune de Les Arcs-sur-Argens**, représentée par Madame le Maire Nathalie GONZALES, dûment habilité par délibération du XXXX, en tant qu'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation et du stationnement,

ci-après désignée sous le terme « **la commune** »,

d'une part,

**Et**

**Dracénie Provence Verdon agglomération** représentée par son Président, Monsieur Richard STRAMBIO, dûment habilité par délibération du XXXX,

ci-après désignée sous le terme « **la communauté d'agglomération** »,

d'autre part,

## **PREAMBULE**

En application de l'article L.1231-17 du code des transports créé par la loi d'orientation des mobilités (LOM), les opérateurs de services de *free-floating* doivent disposer d'un titre d'occupation du domaine public dans le cadre de l'exploitation de leur activité commerciale. Ce titre n'est octroyé qu'à l'issue d'une procédure d'Appel à Manifestation d'Intérêt (ci-après, « AMI »).

Le titre d'occupation du domaine public est délivré aux opérateurs de services de *free-floating* par l'autorité chargée de la police de la circulation et du stationnement après avis de l'autorité organisatrice de la mobilité.

L'article L. 1231-17 du code des transports précise que l'autorité chargée de la police de la circulation et du stationnement peut déléguer par convention la procédure d'AMI et la délivrance du titre à l'Autorité Organisatrice des Mobilités (ci-après « AOM »).

En l'espèce, la commune de Les Arcs-sur-Argens est l'autorité chargée de la police de la circulation et du stationnement et elle est donc, à ce titre, l'autorité compétente pour délivrer le titre d'occupation du domaine public aux opérateurs de *free-floating*.

La communauté d'agglomération, en tant qu'AOM au sein de son ressort territorial, souhaite développer un service d'autopartage. Dans ce cadre, elle souhaiterait pouvoir sélectionner l'opérateur de *free-floating* et harmoniser cette pratique à l'ensemble de ses communes membres intéressées par le développement de ces services.

En application de l'article L. 1231-17 du code des transports susvisé, la commune peut déléguer par convention la procédure d'AMI à la communauté d'agglomération.

Dans le cadre de cette convention :

- La communauté d'agglomération sera chargée de la procédure d'AMI pour le service d'autopartage et assurera le lien avec l'opérateur sélectionné durant l'exécution du service de *free-floating*.
- La commune sera chargée de délivrer le titre d'occupation du domaine public pour le déploiement du service et d'autopartage.

Il a ainsi été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – Objet**

La présente convention a pour objet la délégation à la communauté d'agglomération de la procédure d'AMI pour le choix de l'opérateur de *free-floating* d'autopartage.

### **ARTICLE 2 – Durée**

La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2023 et est conclue pour une durée de 30 mois, à compter de cette date.

Elle est renouvelable tacitement pour une durée de 1 an.

### **ARTICLE 3 – Consistance du service et définition des rôles**

La communauté d'agglomération organise la procédure d'AMI et sélectionnera l'opérateur pour la mise en place d'un service d'autopartage sur la commune de Les Arcs-sur-Argens.

Est autorisée sur le territoire de la commune de Les Arcs-sur-Argens, l'implantation d'un nombre maximum de 2 voitures en autopartage. Ce chiffre pourra être revu à la hausse selon les besoins d'évolution du service. Toute implantation supplémentaire devra faire l'objet d'une autorisation de la part de la commune. Dans ce cadre, un avenant à la convention est conclu.

Dans le cadre de la présente convention, la communauté d'agglomération se voit chargée des missions suivantes :

- Mise en œuvre de la procédure d'Appel à Manifestation d'Intérêt ;
- Contrôle de la bonne exécution du service par l'opérateur.

### **ARTICLE 4 – Sur les modalités d'exécution de la convention**

#### **4.1. Sur le respect du domaine public lors de l'exploitation du service d'autopartage**

La communauté d'agglomération devra s'assurer du respect de l'occupation du domaine public et s'engage à contrôler que l'opérateur respecte les conditions de sécurité qui s'imposent pour l'exécution de ce service.

Le service de l'opérateur est utilisable sur tout le territoire de la commune. Les opérations de réparation des voitures s'effectueront dans les locaux de l'opérateur et non sur le domaine public de la commune.

La commune définira, en concertation avec la communauté d'agglomération, les zones d'interdiction de circulation et de stationnement au sein de la commune ainsi que les zones à vitesse limitée.

De même la commune définira, en concertation avec la communauté d'agglomération, les lieux de stationnement où les voitures sont autorisés.

La commune prend à sa charge les frais de signalisation horizontale et verticale pour le stationnement des véhicules d'autopartage.

Si la commune le juge nécessaire, elle pourra implanter, après en avoir préalablement informé la communauté d'agglomération, des infrastructures comme des panneaux de signalisations spécifiques pour assurer la bonne exécution du service. Le silence gardé par la communauté d'agglomération durant 15 jours vaut acceptation implicite des travaux.

La commune ne pourra être tenue responsable des dommages imputables à l'exécution des services qui sont intervenus sur son domaine public. Il devra être précisé dans l'AMI que l'opérateur est seul responsable des accidents et dommages pouvant être occasionnés aux personnes ou aux biens du fait de l'exploitation du service.

De même, la commune n'assumant en aucun cas la surveillance du domaine mis à disposition de l'opérateur, elle est dégagée de toute responsabilité dans tous les cas d'effraction, de vol ou autre cause quelconque, de pertes ou dommages survenant aux personnes et/ou aux biens

Les travaux nécessaires sur le domaine public pour améliorer la bonne exécution du service ne sera pas à la charge de la commune. Leur exécution implique l'accord préalable de la commune.

La commune s'engage à déterminer avec l'opérateur qu'elle est l'autorité responsable de la remise en état du site à l'issue de la convention, que celle-ci résulte de l'échéance normale du terme ou d'une cause de résiliation anticipée, si un nouveau titre d'occupation n'est pas délivré au titulaire sortant.

#### **4.2. Rédaction de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public en concertation avec la communauté d'agglomération**

Les stipulations de la présente convention devront être rapportées au sein des permis de stationnement délivrés à l'opérateur.

Par ailleurs, la durée, les conditions et modalités prévues au sein de l'autorisation temporaire d'occuper le domaine public doivent être définies en concertation par la commune et la communauté d'agglomération.

Le contenu du titre d'autorisation d'occupation temporaire par la commune doit faire l'objet d'un avis simple de la communauté d'agglomération. La commune sollicitera cet avis préalablement à l'octroi de ce titre.

#### **4.3 Concertation sur les modalités et conditions définies au sein de l'AMI**

La communauté d'agglomération s'engage à rédiger l'AMI en concertation avec la commune.

Les stipulations prévues au sein de la présente convention devront être intégrées au sein de l'AMI.

La communauté d'agglomération informe la commune de son choix de l'opérateur. Elle signale tout changement d'exploitant.

### **ARTICLE 5 – Modalités de contrôle**

La commune se réserve le droit d'exercer des contrôles sur le respect de l'occupation du domaine public par l'opérateur.

Les contrôles peuvent être effectués par des agents de la commune ou mandatés par ce dernier.

La commune informe la communauté d'agglomération en cas de mauvaise exécution du service par l'opérateur ou de dégradation du domaine public en raison, notamment, de tout abus liés à la dépose des voitures en dehors des zones prévues à cet effet. Le cas échéant, la communauté d'agglomération doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser ces dégradations ou la mauvaise exécution du service.

La communauté d'agglomération s'engage à informer la commune de toute modification, un mois avant leur application, convenu avec l'opérateur. Un avenant est conclu, si nécessaire.

## ARTICLE 6 – Redevance domaniale

La fixation et la perception de la redevance, obligatoire s'agissant d'une occupation commerciale du domaine public sera calculée comme suit : **XX€/voiture/an (définie selon la délibération de la commune).**

La redevance domaniale est acquittée par l'opérateur et versée à la commune annuellement.

## ARTICLE 7 – Révision et résiliation de la convention

La révision des termes de la convention peut intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties si les conditions définies ne s'avéraient plus adaptées compte tenu, notamment, de modifications d'ordre législatif ou réglementaire.

Un avenant formalise la révision de la convention.

Les Parties peuvent décider, d'un commun accord, de procéder à la résiliation amiable de la présente convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

En tout état de cause, la résiliation de la présente convention ne peut intervenir qu'après un préavis de 2 mois.

Fait à **XXX**, le **XXX**

En 2 exemplaires

La commune de Les Arcs-sur-Argens

Dracénie Provence Verdon agglomération

Nathalie GONZALES  
Maire

Richard STRAMBIO  
Président  
Maire de Draguignan  
Conseil régional Région Sud